

FACE À L'EXTRÊME-DROITE LA RÉPONSE CITOYENNE

Le second tour des élections législatives du 7 juillet dernier a montré un véritable sursaut du front républicain, empêchant ainsi la victoire annoncée du Rassemblement National. Dans cette séquence, il faut saluer la mobilisation sans précédent de la société civile organisée, et notamment des associations qui ont été nombreuses à prendre la parole et à manifester leur rejet de voir une majorité issue de l'extrême-droite.

Pourtant, même si nous avons sans doute évité le pire, nous aurions tort de basculer dans le triomphalisme. Le soulagement qui s'exprime aujourd'hui ne doit pas nous faire oublier que le danger que représentent l'extrême-droite et ses idées est toujours bien présent. Ces élections ont vu une progression sans précédent du Rassemblement National, tant en termes de voix qu'en termes de sièges à l'Assemblée nationale.

Ces élections nous obligent à la fois à une forme d'humilité et d'apaisement. Plus que jamais, nous voyons les limites des logiques de division et de conflictualisation de la vie politique. Cette nouvelle séquence place l'Assemblée nationale face à la responsabilité de dialoguer et de répondre aux aspirations de tous et toutes.

Certes, le dialogue et le compromis ne sont pas toujours des pratiques simples au quotidien. Pourtant, nous, associations, les expérimentons chaque jour au point de les considérer comme une force intrinsèque à nos modèles. Le compromis n'est pas la compromission. Au contraire, il appelle à une forme d'exigence et d'intransigeance dans le respect et l'écoute de l'autre. Il n'est pas trop tard pour proposer des alternatives joyeuses et heureuses face aux discours funestes de l'extrême droite et de faire en sorte que nous en sortions grandis.

Dialoguer peut aussi nous permettre d'embarquer tout le monde pour relever les défis qui se présentent à nous pour une société plus juste, poursuivant des objectifs forts en matière de solidarité et d'écologie, une société qui redonne une place importante à l'éducation populaire.

Dialoguer, c'est aussi sortir enfin des logiques verticales du pouvoir pour co-construire des politiques publiques avec la société civile, qui regroupe des millions de citoyen·ne·s et bénévoles. En ce sens, il devient aujourd'hui urgent que les politiques publiques mènent enfin une politique de vie associative ambitieuse à la hauteur de l'enjeu. Il est grand temps de sortir des logiques de suspicion pour réengager une véritable confiance entre les associations et les pouvoirs publics.

C'est pourquoi l'abrogation du Contrat d'Engagement Républicain (CER) devra être une priorité pour le prochain gouvernement, tant il a généré de la méfiance et de l'incompréhension dans les relations entre les associations et les pouvoirs publics.

« Afin que le front républicain, exprimé dans les urnes le week-end dernier, ne soit pas le chant du cygne d'une démocratie qui s'essouffle et se renonce, ayons le courage d'engager un rapport de confiance entre les citoyen·ne·s et la politique. Il est aujourd'hui temps de sortir des logiques de *réarmement civique* pour emprunter une voie ambitieuse vers un apaisement citoyen. »

Claire Thoury
Présidente du Mouvement associatif



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

VENDREDI 12 JUILLET 2024

À PROPOS DU MOUVEMENT ASSOCIATIF

Porte-voix de la vie associative, Le Mouvement associatif représente, au travers de ses membres, 1 association sur 2 en France. Son ambition est de favoriser le développement d'une force associative utile et créative, notamment en œuvrant pour la construction d'une politique de vie associative ambitieuse.

Le Mouvement associatif intervient sur différents axes de réflexion et d'action : l'engagement, l'action publique, l'accompagnement, l'économie et l'emploi.

- › [Membres nationaux du Mouvement associatif](#)
- › [Membres régionaux du Mouvement associatif](#)

CONTACT PRESSE

Fula Mesika

Responsable Communication

Le Mouvement associatif

fmesika@lemouvementassociatif.org

06 34 31 23 41



www.lemouvementassociatif.org

